



**HAL**  
open science

**Compte-rendu de Marlène Buchy, Teak and Arecanut. Colonial State, Forest and People in the Western Ghats (South India) 1800-1947. Pondichéry, Institut Français de Pondichéry / Indira Gandhi National Centre for the Arts, 1996**

Marie-Claude Mahias

► **To cite this version:**

Marie-Claude Mahias. Compte-rendu de Marlène Buchy, Teak and Arecanut. Colonial State, Forest and People in the Western Ghats (South India) 1800-1947. Pondichéry, Institut Français de Pondichéry / Indira Gandhi National Centre for the Arts, 1996. *L'Homme - Revue française d'anthropologie*, 1999, *L'Homme* tome 39, n°149, pp. 273-276. halshs-02471301

**HAL Id: halshs-02471301**

**<https://shs.hal.science/halshs-02471301>**

Submitted on 7 Feb 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marlène BUCHY, *Teak and Arecanut. Colonial state, forest and people in the Western Ghats (South India), 1800-1947.*

Forewords by J. Pouchepadass, K. Vatsyayan, S. Parameswarappa. Pondichéry, Institut Français de Pondichéry/Indira Gandhi National Centre for the Arts, (Publications du département de sciences sociales 2), 1996, 279 p., glossaire, bibliographie, index.

La critique du colonialisme et de ses destructions n'est pas neuve, mais, en croisant l'histoire des sciences, en répondant à la mode ou à l'urgence des questions relatives à l'environnement, elle touche des champs à la frontière des sciences naturelles et des sciences sociales, pour devenir critique de l'« impérialisme écologique ». On affirme souvent que la gestion coloniale des forêts serait le facteur principal de la rupture des relations équilibrées entre l'homme et son environnement, en raison de son exploitation au profit des marchés internationaux et au détriment des communautés locales. C'est une des questions examinées dans ce livre.

Marlène Buchy présente l'histoire de la foresterie coloniale dans le district du North Canara en Inde du Sud, région forestière à 85%, qui fut placée sous l'autorité directe des forestiers britanniques pendant un siècle et demi. L'étude se veut pluridisciplinaire, dans la mesure où elle entend prendre en compte les aspects écologiques et sociaux afin de déterminer comment les rapports de l'homme à son environnement ont constamment évolué (p. 2). L'approche de l'écologie culturelle, dominante en Inde, selon laquelle le système des castes serait une adaptation à un environnement donné, ne saurait évidemment séduire l'historienne qui préfère y voir un exemple de création d'une tradition (p. 3). La région étant aujourd'hui un lieu d'affrontement entre les exploitants du bois et des mines et les écologistes, l'auteur a le souci constant d'éclairer par l'histoire des débats et orientations contemporains.

Le teck et l'aréquier sont ici les emblèmes de deux modes différents, voire opposés, d'appropriation et d'utilisation de la forêt. Le teck, objet de la convoitise des Britanniques qui l'exploitèrent d'abord pour la construction navale puis pour celle des voies de chemin de fer (200.000 arbres soutiennent la voie Bombay-Madras !), est associé à une conception et à une gestion exclusives : dévalorisation des autres espèces d'arbres, élimination de toute activité autre que l'exploitation des bois durs, éviction des populations locales qui perdirent rapidement leurs droits de propriété ou leurs droits d'usage traditionnels et devinrent hors-la-loi, sinon criminels. L'aréquier, objet d'une horticulture soignée au milieu de la forêt, nourri par l'engrais vert fourni par celle-ci, cultivé en association avec des plantes à épices (poivre, bétel, cardamomes) et même des fruitiers, représente une symbiose de l'homme et de l'agriculture avec la forêt.

Marlène Buchy analyse en détail ces deux formes de relations avec la forêt. Partant d'une histoire exclusivement britannique, elle s'attache ensuite à corriger la partialité engendrée par l'utilisation des sources officielles et à faire émerger les opinions et réactions des paysans.

La première partie retrace l'évolution des politiques forestières mises en œuvre par les Britanniques. L'analyse de la législation, des opérations de cadastre et de l'administration suit pas à pas l'emprise croissante de l'Etat sur le domaine forestier et la marginalisation des habitants. L'*Indian Forest Act* de 1878 donne une autorité absolue aux fonctionnaires du Forest Department à qui il revient de définir et régir le moindre « produit forestier », et met fin aux pratiques coutumières. Les amendements ultérieurs, prévus pour adapter la loi aux réalités locales et aux besoins des populations, introduisent en fait la loi dans la vie quotidienne et dans les coins les plus reculés de la forêt (p. 31). Le caractère impérialiste de la gestion s'affirme, dans une exploitation qui ne bénéficie qu'à l'Etat, au détriment

d'une possible économie locale. Les populations sont ainsi privées à la fois de leur accès direct aux ressources forestières et des profits de l'exploitation qui quittent le district.

La seconde partie s'intéresse d'aussi près que possible aux populations locales et à l'impact des politiques sur les pratiques concrètes. Le North Canara était occupé par une société agraire comportant plusieurs systèmes de production. Marlène Buchy en identifie quatre : la riziculture irriguée avec jardins de cocotiers-bananiers-ignames, en alternance avec la canne à sucre ; une horticulture complexe et minutieuse d'aréquieres et d'épices ; l'élevage nomade de bovins et de caprins, et l'agriculture itinérante. Des liens vitaux reliaient ces différents systèmes entre eux et chacun d'eux avec la forêt. Celle-ci fournissait l'espace, la biomasse indispensable à la fertilité des champs et surtout des jardins, le fourrage et la litière des animaux, le bois de construction et de chauffe pour la consommation familiale et pour le traitement des produits agricoles, ainsi que de nombreux produits alimentaires végétaux et animaux.

De ces quatre systèmes, la culture d'aréquieres se trouva en première ligne face à la sylviculture de teck, parce que ces jardins nécessitaient un long travail de préparation des sols et n'étaient rentables qu'au bout de dix ans, et parce que leurs propriétaires étaient des brahmanes éduqués, moins vulnérables que les autres, et sans doute aussi assez riches (On regrette que l'aspect commercial, certainement ancien, de l'aréquier et de ses noix n'ait pas été approfondi). Pour la politique forestière britannique, dirigée vers l'économie de marché et dont l'Etat veut avoir le monopole, l'agriculture est un obstacle, un manque à gagner, et les paysans deviennent, sans le savoir, des hors-la loi. Cet antagonisme, suscité par une conception moderne et scientifique de l'exploitation forestière et entretenu par des administrations concurrentes, marque les débats et politiques de la fin du XVIIIe siècle à nos jours.

Sont ensuite examinés les effets de la politique forestière sur chacun des systèmes de production, ainsi que les transformations et les contradictions induites. La question des terres *betta*, portions de forêt allouée à chaque jardin d'aréquieres pour y prélever l'engrais vert nécessaire, restera un problème durant plus de trente ans. La réglementation du pâturage dans les zones de teck aboutit à une politique antipastoraliste : « En éliminant les pasteurs, les forestiers se débarrassent d'un groupe social nomade, difficile à contrôler et qui pouvait aisément échapper à la loi » (p. 156) ; ils rompent du même coup les échanges entre pasteurs et agriculteurs, produits laitiers et fumure contre grains. L'agriculture itinérante est d'abord limitée puis interdite en 1897, avec la destruction des récoltes sur pied. Cependant, la disparition de la main d'œuvre pour le travail en forêt obligera le gouvernement à réhabiliter ce système. Cela montre que, loin d'être une pratique archaïque, elle était liée aux jardins d'aréquieres et d'épices, déjà cultures commerciales, et elle fut rétablie pour répondre aux besoins en main-d'œuvre d'une exploitation « scientifique et rationnelle » de la forêt.

L'auteur ne s'en tient pas à une opposition schématique britannique/indien, et, bien qu'elle parle souvent de « population locale », son analyse infléchit chaque fois que possible ce que cette opposition a de réducteur. Du côté britannique, le désaccord entre l'administration forestière et celle des impôts est durable : les fonctionnaires du Revenue Department, intéressés à une agriculture florissante, furent les premiers à soutenir les paysans dans leur revendication d'un libre accès à la forêt (p. 28). Les forestiers eux-mêmes ne constituaient pas un groupe homogène. L'origine sociale, l'éducation, le salaire, le statut séparaient une élite, très qualifiée, formée en Europe puis à Dehra Dun, qui eut très vite conscience des risques de la déforestation sur le régime des eaux, des forestiers de terrain qui devaient faire face aux situations conflictuelles, à des gens dont tout les

éloignait, et pour qui le profit économique était le signe tangible d'une bonne gestion et du succès de la politique adoptée.

Du côté des « populations locales », apparaît par petites touches une société très diversifiée, avec des rapports de dépendance et de domination parfois brutale. Diverses castes de brahmanes possédaient les terres rizicoles et les jardins d'aréquières, loués à des métayers. Ces cultures exigeaient un énorme travail effectué par des ouvriers agricoles de basse caste, souvent des femmes, endettés à vie et plus ou moins esclaves (p. 129). En abandonnant quelques terrains marginaux, les propriétaires s'attachaient les services d'une main-d'œuvre gratuite (p. 172). D'ailleurs, lorsque les terres furent toutes soumises à l'impôt, ils firent appel à des saisonniers de la côte ou du district adjacent (p. 129). Les éleveurs, souvent amalgamés par l'administration coloniale, appartenaient à des groupes n'ayant pas de rapports entre eux. Quant aux agriculteurs itinérants, ils étaient de statut très divers : dépendants permanents de propriétaires forestiers ou de l'Etat, réfugiés du Deccan, descendants de Siddis, ces esclaves africains amenés par les Portugais (p. 136-138). L'exploitation forestière entraîne à son tour des mouvements importants de personnes : migrations de la côte de Malabar, scieurs et bûcherons de Goa et du Deccan, transporteurs de Belgaum ; même des prisonniers de guerre turcs furent réquisitionnés (p. 106). On s'interroge aussi sur les conséquences pour les forgerons du passage de la hache à la scie, introduite dans les exploitations d'Etat en 1868 (considérée par l'auteur comme une « innovation technique simple », cette introduction relève plutôt du transfert de technique).

S'appuyant sur les archives de la presse locale et sur des interviews, Marlène Buchy cherche, dans les deux derniers chapitres, à repérer les actes de résistance paysanne. Les plaintes, propositions et actions des paysans témoignent de leur lucidité, de leur capacité d'adaptation, de leur ouverture d'esprit, avant qu'ils ne se rendent à l'impression que « l'Etat avait planifié l'élimination progressive de l'agriculture et voulait transformer le district en une zone exclusivement forestière » (p. 197). Les débuts de la résistance collective, pilotée par les cultivateurs d'aréquières, brahmanes lettrés et liés au milieu urbain, montre que les forestiers n'avaient pas à faire à des « tribaux ignorants et paresseux », ainsi qu'ils l'écrivaient, mais à des hommes éduqués et ayant une pensée stratégique (p. 206). Les actions ultérieures suivent les campagnes de non-coopération et de *satyagraha* des nationalistes indiens pour la reconquête des droits d'usage et l'extension de l'agriculture.

En conclusion, l'auteur compare ce cas sud-indien avec d'autres régions de l'Inde et même d'autres pays colonisés, ce qui la conduit à adopter des positions nuancées quant aux débats sur la responsabilité des colonisateurs dans la destruction des forêts, la définition de la « foresterie coloniale », l'existence d'une conscience écologique dans les sociétés précoloniales. Elle éclaire enfin les problèmes de l'Inde indépendante et des mouvements actuels de conservation forestière d'une manière mesurée qui ne fera pas forcément plaisir aux écologistes indiens, mais où l'on peut voir la preuve de sa rigueur scientifique.

A l'encontre de la problématique énoncée, l'analyse de Marlène Buchy rend évidentes les limites de concepts comme celui d'« environnement », systématiquement opposé à « populations » ou « sociétés », et c'est son grand mérite. Car, loin de s'y enfermer, elle déploie une histoire constamment et pleinement sociale. Ce livre démontre comment la distinction société/environnement naturel est constamment reconstruite, au moyen d'outils conceptuels, administratifs, législatifs, policiers, (et même par l'écologie qui se résout si difficilement à l'acceptation des hommes dans ses modèles), c'est-à-dire par des moyens entièrement sociaux.

S'il est permis de terminer sur un détail, signalons, pour une édition en français vivement souhaitable, qu'un certain abus de sigles pour désigner des personnes, des institutions ou même des arbres (si je devine bien plusieurs « JW »), certainement dû à la fréquentation des textes administratifs, gêne parfois la lecture, et que les deux cartes ne permettent pas toujours de situer les lieux cités.

Marie-Claude Mahias